

convaincu, que les Etats Généraux ne sont entrés & n'entreront dans aucun engagement d'où il puisse résulter du préjudice pour leur gloire, ou pour celle de leurs Alliés. Rendons donc justice à la fermeté de cette Puissance, & songeons que pour nous conserver un tel allié, nous ne devons pas lui demander au delà de ce que ses forces, sa situation & la nature de son Gouvernement lui permettent de faire.

Quelque plausibles que fussent ces raisons & d'autres également solides de Milord Harrington, vingt Seigneurs de la Chambre Haute, y ont fait enrégistrer une protestation contre le refus de la proposition qui les a occasionnées. Elle est si remarquable, qu'on a crû devoir aussi en rapporter les motifs. Ils sont contenus en neuf articles dont voici les termes.

I. Il nous paroît que c'est une conduite opposée aux véritables intérêts de la Grande-Bretagne, que d'engager ce Royaume, comme partie principale & effective, dans une guerre par terre aux Pays Bas, & d'où il doit résulter non-seulement une augmentation de taxes & de dettes dans l'intérieur, mais aussi la sortie d'une quantité si considérable d'argent, que la Nation est hors d'état de soutenir long-tems un pareil fardeau, sans courir risque d'être ruinée.

II. Nous avons éprouvé & nous sentons les maux que l'influence des intérêts étrangers cause à cette Nation. Nous nous trouvons par-là embrouillés, quoique sans nécessité, dans des jalousies & des contestations infinies, engagés dans des Traités impraticables & obligés à des subsides inutiles, après des intervalles difficiles à distinguer de paix sans économie & de guerre sans effet. S'il reste quelque trace des efforts que la Nation a faits

sur

VI.

